



CANADA

TREATY SERIES **1984 No. 42** RECUEIL DES TRAITÉS

NAVIGATION

Amendments to the Convention on the Intergovernmental Maritime Consultative Organization, 1948

Done at London, October 17, 1974, November 14, 1975
November 17, 1977, November 15, 1979

Canada's Instruments of Acceptance deposited July 4, 1975, April 21,
1977, November 19, 1979, May 12, 1980

In force for Canada April 1, 1978, May 22, 1982 except for Article
51 which entered into force July 28, 1982, November 10, 1984,
November 10, 1984

NAVIGATION

Amendements à la Convention portant création de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, 1948

Fait à Londres le 17 octobre 1974, le 14 novembre 1975, le 17 novembre
1977, le 15 novembre 1979

Les Instruments d'acceptation du Canada ont été déposés le 4 juillet
1975, le 21 avril 1977, le 19 novembre 1979, le 12 mai 1980

En vigueur pour le Canada le 1^{er} avril 1978, le 22 mai 1982 à l'accep-
tion de l'Article 51 qui est entré en vigueur le 28 juillet 1982, le 10
novembre 1984, le 10 novembre 1984



NAVIGATION

Amendments to the Convention on the Intergovernmental Maritime Consultative Organization, 1948

Done at London, October 17, 1974, November 14, 1975
November 17, 1977, November 15, 1979

Canada's Instruments of Acceptance deposited July 4, 1975, April 21, 1977, November 19, 1979, May 12, 1980

In force for Canada April 1, 1978, May 22, 1982 except for Article 51 which entered into force July 28, 1982, November 10, 1984, November 10, 1984

NAVIGATION

Amendements à la Convention portant création de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, 1948

Fait à Londres le 17 octobre 1974, le 14 novembre 1975, le 17 novembre 1977, le 15 novembre 1979

Les Instruments d'acceptation du Canada ont été déposés le 4 juillet 1975, le 21 avril 1977, le 19 novembre 1979, le 12 mai 1980

En vigueur pour le Canada le 1^{er} avril 1978, le 22 mai 1982 à l'acceptation de l'Article 51 qui est entré en vigueur le 28 juillet 1982, le 10 novembre 1984, le 10 novembre 1984

43 256 219
b 2313170

43 256 218
b 2313169

AMENDMENTS TO THE CONVENTION ON THE INTER-GOVERNMENTAL MARITIME CONSULTATIVE ORGANIZATION

ARTICLE 10

The existing text is replaced by the following:

An Associate Member shall have the rights and obligations of a Member under the Convention except that it shall not have the right to vote or be eligible for membership on the Council and subject to this the word "Member" in the Convention shall be deemed to include Associate Member unless the context otherwise requires.

ARTICLE 16

The existing text of paragraph (d) is replaced by the following:

- (d) To elect the Members to be represented on the Council as provided in Article 17.

ARTICLE 17

The existing text is replaced by the following:

The Council shall be composed of twenty-four Members elected by the Assembly.

ARTICLE 18

The existing text is replaced by the following:

In electing the Members of the Council, the Assembly shall observe the following criteria:

- (a) Six shall be States with the largest interest in providing international shipping services;
- (b) Six shall be other States with the largest interest in international seaborne trade;
- (c) Twelve shall be States not elected under (a) or (b) above, which have special interests in maritime transport or navigation, and whose election to the Council will ensure the representation of all major geographic areas of the world.

AMENDEMENTS À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION DE L'ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME

ARTICLE 10

Remplacer le texte actuel par ce qui suit:

Un Membre associé a les droits et obligations reconnus à tout Membre par la Convention, à l'exception du droit de vote et du droit de faire partie du Conseil. Sous cette réserve, le mot «Membre», dans la présente Convention, est considéré, sauf indication contraire du contexte, comme désignant également les Membres associés.

ARTICLE 16

Remplacer le texte actuel de l'alinéa d) par ce qui suit:

- d) Élire les membres qui seront représentés au Conseil, conformément à l'article 17.

ARTICLE 17

Remplacer le texte actuel par ce qui suit:

Le Conseil se compose de vingt-quatre membres élus par l'Assemblée.

ARTICLE 18

Remplacer le texte actuel par ce qui suit:

En élisant les membres du Conseil, l'Assemblée observe les principes suivants:

- a) Six sont des États qui sont le plus intéressés à fournir des services internationaux de navigation maritime;
- b) Six sont d'autres États qui sont le plus intéressés dans le commerce international maritime;
- c) Douze sont des États qui n'ont pas été élus au titre des alinéas a) ou b) ci-dessus, qui ont des intérêts particuliers dans le transport maritime ou la navigation et dont l'élection garantit que toutes les grandes régions géographiques du monde sont représentées au Conseil.

ARTICLE 20

The existing text is replaced by the following:

- (a) The Council shall elect its Chairman and adopt its own Rules of Procedure except as otherwise provided in the Convention.
- (b) Sixteen Members of the Council shall constitute a quorum.
- (c) The Council shall meet upon one month's notice as often as may be necessary for the efficient discharge of its duties upon the summons of its Chairman or upon request by not less than four of its Members. It shall meet at such places as may be convenient.

ARTICLE 28

The existing text is replaced by the following:

The Maritime Safety Committee shall consist of all the Members.

ARTICLE 31

The existing text is replaced by the following:

The Maritime Safety Committee shall meet at least once a year. It shall elect its officers once a year and shall adopt its own Rules of Procedure.

ARTICLE 32

This Article is deleted.

Articles 33 through 63 are renumbered accordingly.

ARTICLE 20

Remplacer le texte actuel par ce qui suit:

- a) Le Conseil nomme son président et adopte son règlement intérieur, sauf dispositions contraires de la présente Convention.
- b) Seize membres du Conseil constituent le quorum.
- c) Le Conseil se réunit, après préavis d'un mois, sur convocation de son président ou à la demande d'au moins quatre de ses membres, aussi souvent qu'il peut être nécessaire à la bonne exécution de sa mission. Il se réunit à tout endroit qu'il juge approprié.

ARTICLE 28

Remplacer le texte actuel par ce qui suit:

Le Comité de la sécurité maritime se compose de tous les Membres.

ARTICLE 31

Remplacer le texte par ce qui suit:

Le Comité de la sécurité maritime se réunit au moins une fois par an. Il élit son Bureau une fois par an et adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 32

Supprimer cet article.

Renommer les articles 33 à 63 en conséquence.

AMENDEMENTS À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION DE L'ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME

Title of the Convention and Preamble

The existing title of the Convention is replaced by the following:

CONVENTION ON THE INTERNATIONAL MARITIME ORGANIZATION,
AND THE NAME OF THE ORGANIZATION IN THE EXISTING PREAMBLE TO THE CONVENTION IS REPLACED BY THE FOLLOWING:

INTERNATIONAL MARITIME ORGANIZATION.

ARTICLE 1

The existing text of paragraph (a) is replaced by the following:

The purposes of the Organization are:

- (a) To provide machinery for co-operation among Governments in the field of governmental regulation and practices relating to technical matters of all kinds affecting shipping engaged in international trade; to encourage the general adoption of the highest practicable standards in matters concerning maritime safety, efficiency of navigation and the prevention and control of marine pollution from ships; and to deal with legal matters related to the purposes set out in this Article;

ARTICLE 3

The existing text is replaced by the following:

In order to achieve the purposes set out in Part I, the Organization shall:

- (a) Subject to the provisions of Article 4, consider and make recommendations upon matters arising under Article 1(a), (b) and (c) that may be remitted to it by Members, by any organ or specialized agency of the United Nations or by any other inter-governmental organization or upon matters referred to it under Article 1(d);

AMENDEMENTS À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION DE L'ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME

Titre de la Convention et Préambule

Le titre actuel de la Convention est remplacé par le suivant :

CONVENTION PORTANT CRÉATION DE L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE,

LE NOM DE L'ORGANISATION DANS LE PRÉAMBULE ACTUEL DE LA CONVENTION EST REMPLACÉ PAR LE SUIVANT:

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE.

ARTICLE premier

Le texte actuel du paragraphe a) est remplacé par le suivant:

Les buts de l'Organisation sont:

- a) d'instituer un système de collaboration entre les gouvernements dans le domaine de la réglementation et des usages gouvernementaux ayant trait aux questions techniques de toutes sortes qui intéressent la navigation commerciale internationale, d'encourager l'adoption générale de normes aussi élevées que possible en ce qui concerne la sécurité maritime, l'efficacité de la navigation, la prévention de la pollution des mers par les navires et la lutte contre cette pollution et de s'occuper des questions juridiques liées aux objectifs énoncés dans le présent article;

ARTICLE 3

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Pour atteindre les buts exposés à la première partie, l'Organisation doit:

- a) sous réserve des dispositions de l'article 4, examiner les questions figurant aux alinéas a), b) et c) de l'article premier que pourront lui soumettre tout Membre, tout organe, toute institution spécialisée des Nations Unies ou toute autre organisation intergouvernementale, ainsi que les questions qui lui seront soumises aux termes de l'alinéa d) de l'article premier et faire des recommandations à leur sujet;

- (b) Provide for the drafting of conventions, agreements, or other suitable instruments, and recommend these to Governments and to inter-governmental organizations, and convene such conferences as may be necessary;
- (c) Provide machinery for consultation among Members and the exchange of information among Governments;
- (d) Perform functions arising in connexion with paragraphs (a), (b) and (c) of this Article, in particular those assigned to it under international instruments relating to maritime matters.

ARTICLE 12

The existing text is replaced by the following:

The Organization shall consist of an Assembly, a Council, a Maritime Safety Committee, a Legal Committee, a Marine Environment Protection Committee and such subsidiary organs as the Organization may at any time consider necessary; and a Secretariat.

ARTICLE 16

The existing text is replaced by the following:

The functions of the Assembly shall be:

- (a) To elect at each regular session from among its Members, other than Associate Members, its President and two Vice-Presidents who shall hold office until the next regular session;
- (b) To determine its own Rules of Procedure except as otherwise provided in the Convention;
- (c) To establish any temporary or, upon recommendation of the Council, permanent subsidiary bodies it may consider to be necessary;
- (d) To elect the Members to be represented on the Council as provided in Article 18;
- (e) To receive and consider the reports of the Council, and to decide upon any question referred to it by the Council;
- (f) To approve the work programme of the Organization;
- (g) To vote the budget and determine the financial arrangements of the Organization, in accordance with Part XI;
- (h) To review the expenditures and approve the accounts of the Organization;

- b) élaborer des projets de conventions, d'accords et d'autres instruments appropriés, les recommander aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et convoquer les conférences qu'elle pourra juger nécessaires;
- c) instituer un système de consultations entre les Membres et d'échange de renseignements entre les gouvernements;
- d) s'acquitter des fonctions découlant des alinéas a), b) et c) du présent article, notamment de celles qui lui sont assignées aux termes d'instruments internationaux relatifs à des questions maritimes.

ARTICLE 12

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

L'Organisation comprend une Assemblée, un Conseil, un Comité de la sécurité maritime, un Comité juridique, un Comité de la protection du milieu marin et tels organes subsidiaires que l'Organisation estimerait à tout moment nécessaire de créer, ainsi qu'un Secrétariat.

ARTICLE 16

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Les fonctions de l'Assemblée sont les suivantes:

- a) élire à chaque session ordinaire parmi ses Membres autres que les Membres associés un président et deux vice-présidents qui resteront en fonction jusqu'à la session ordinaire suivante;
- b) établir son règlement intérieur, sauf dispositions contraires de la Convention;
- c) établir, si elle le juge nécessaire, tous organes subsidiaires temporaires ou, sur recommandation du Conseil, permanents;
- d) élire les Membres qui seront représentés au Conseil, conformément à l'article 18;
- e) recevoir et examiner les rapports du Conseil et se prononcer sur toute question dont elle est saisie par lui;
- f) approuver le programme de travail de l'Organisation;
- g) voter le budget et déterminer le fonctionnement financier de l'Organisation, conformément à la partie XI;
- h) examiner les dépenses et approuver les comptes de l'Organisation;

- (i) To perform the functions of the Organization, provided that in matters relating to Article 3(a) and (b), the Assembly shall refer such matters to the Council for formulation by it of any recommendations or instruments thereon; provided further that any recommendations or instruments submitted to the Assembly by the Council and not accepted by the Assembly shall be referred back to the Council for further consideration with such observations as the Assembly may make;
- (j) To recommend to Members for adoption regulations and guidelines concerning maritime safety and the prevention and control of marine pollution from ships or amendments to such regulations and guidelines which have been referred to it;
- (k) To take decisions in regard to convening any international conference or following any other appropriate procedure for the adoption of international conventions or of amendments to any international conventions which have been developed by the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee, or other organs of the Organization;
- (l) To refer to the Council for consideration or decision any matters within the scope of the Organization, except that the function of making recommendations under paragraph (j) of this Article shall not be delegated.

ARTICLE 22

- (i) A new paragraph (a) is added as follows:
 - (a) The Council shall consider the draft work programme and budget estimates prepared by the Secretary-General in the light of the proposals of the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee and other organs of the Organization and, taking these into account, shall establish and submit to the Assembly the work programme and budget of the Organization, having regard to the general interest and priorities of the Organization.
 - (ii) Existing paragraph (a) is renumbered as paragraph (b) and the existing text is replaced by the following:
- (b) The Council shall receive the reports, proposals and recommendations of the Maritime Safety Committee, the Legal Committee and the Marine Environment Protection Committee and other organs of the Organization and shall transmit them to the Assembly and, when the Assembly is not in session, to the Members for information, together with the comments and recommendations of the Council.

- i) remplir les fonctions dévolues à l'Organisation, sous la réserve que l'Assemblée renverra au Conseil les questions visées aux paragraphes a) et b) de l'article 3 pour qu'il formule, à leur sujet, des recommandations ou propose des instruments appropriés; sous réserve en outre que tous instruments ou recommandations soumis par le Conseil à l'Assemblée et que celle-ci n'aura pas acceptés seront renvoyés au Conseil pour nouvel examen, accompagnés éventuellement des observations de l'Assemblée;
- j) recommander aux Membres l'adoption de règles et de directives relatives à la sécurité maritime, à la prévention de la pollution des mers par les navires et à la lutte contre cette pollution ou d'amendements à ces règles et directives qui lui ont été soumis;
- k) décider de réunir une conférence internationale ou de suivre toute autre procédure appropriée pour l'adoption des conventions internationales ou des amendements à des conventions internationales élaborés par le Comité de la sécurité maritime, le Comité juridique, le Comité de la protection du milieu marin ou tout autre organe de l'Organisation;
- l) renvoyer au Conseil, pour examen ou décision, toute affaire de la compétence de l'Organisation, étant entendu, toutefois, que la charge de faire des recommandations, prévue à l'alinéa j) du présent article, ne doit pas être déléguée.

ARTICLE 22

- i) Le nouveau paragraphe a) suivant est ajouté:
 - a) Le Conseil examine le projet de programme de travail et les prévisions budgétaires préparés par le Secrétaire général à la lumière des propositions du Comité de la sécurité maritime, du Comité juridique, du Comité de la protection du milieu marin et d'autres organes de l'Organisation et, en tenant compte, établit et soumet à l'Assemblée le programme de travail et le budget de l'Organisation, eu égard à l'intérêt général et aux priorités de l'Organisation.
- ii) Le paragraphe a) actuel devient le paragraphe b) et son texte actuel est remplacé par le suivant:
 - b) Le Conseil reçoit les rapports, les propositions et les recommandations du Comité de la sécurité maritime, du Comité juridique et du Comité de la protection du milieu marin, ainsi que d'autres organes de l'Organisation. Il les transmet à l'Assemblée et, si l'Assemblée ne siège pas, aux Membres, pour information, en les accompagnant de ses observations et de ses recommandations.

(iii) The existing paragraph (b) is renumbered as paragraph (c) and the existing text is replaced by the following:

- (c) Matters within the scope of Articles 29, 34 and 39 shall be considered by the Council only after obtaining the views of the Maritime Safety Committee, the Legal Committee or the Marine Environment Protection Committee, as may be appropriate.

ARTICLE 24

The existing text is replaced by the following:

The Council shall make a report to the Assembly at each regular session on the work performed by the Organization since the previous regular session of the Assembly.

ARTICLE 25

The existing text is replaced by the following:

The Council shall submit to the Assembly financial statements of the Organization, together with the Council's comments and recommendations.

ARTICLE 26

- (i) The existing text is renumbered as paragraph (a) and the Part referred to therein is changed to PART XIV.

(ii) A new paragraph (b) is added as follows:

- (b) Having regard to the provisions of Part XIV and to the relations maintained with other bodies by the respective Committees under Articles 29, 34 and 39, the Council shall, between sessions of the Assembly, be responsible for relations with other organizations.

ARTICLE 27

The existing text is replaced by the following:

Between sessions of the Assembly, the Council shall perform all the functions of the Organization, except the function of making recommendations under Article 16(j). In particular, the Council shall coordinate the activities of the organs of the Organization and may make such adjustments in the work programme as are strictly necessary to ensure the efficient functioning of the Organization.

iii) Le paragraphe b) actuel devient le paragraphe c) et son texte actuel est remplacé par le suivant:

- c) Les questions relevant des articles 29, 34 et 39 ne seront examinées par le Conseil qu'après étude soit du Comité de la sécurité maritime, soit du Comité juridique, soit du Comité de la protection du milieu marin, suivant les cas.

ARTICLE 24

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

A chaque session ordinaire, le Conseil fait rapport à l'Assemblée sur les travaux accomplis par l'Organisation depuis la précédente session ordinaire.

ARTICLE 25

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Le Conseil soumet à l'Assemblée les comptes de l'Organisation accompagnés de ses observations et de ses recommandations.

ARTICLE 26

- i) Le texte actuel devient le paragraphe a) et la partie mentionnée dans ce paragraphe devient la partie XIV.
- ii) Le nouveau paragraphe b) suivant est ajouté:
- b) Compte tenu des dispositions de la partie XIV et des relations entretenues avec d'autres organismes par les comités respectifs en vertu des articles 29, 34 et 39, le Conseil assure entre les sessions de l'Assemblée les relations avec les autres organisations.

ARTICLE 27

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Entre les sessions de l'Assemblée, le Conseil exerce toutes les fonctions dévolues à l'Organisation, à l'exception de la charge de faire des recommandations qui résulte de l'alinéa j) de l'article 16. En particulier, le Conseil coordonne les activités des organes de l'Organisation et peut apporter au programme de travail, dans la mesure strictement nécessaire, les modifications qui peuvent s'imposer pour assurer le bon fonctionnement de l'Organisation.

ARTICLE 29

The existing text is replaced by the following:

- (a) The Maritime Safety Committee shall consider any matter within the scope of the Organization concerned with aids to navigation, construction and equipment of vessels, manning from a safety standpoint, rules for the prevention of collisions, handling of dangerous cargoes, maritime safety procedures and requirements, hydrographic information, log-books and navigational records, marine casualty investigation salvage and rescue, and any other matters directly affecting maritime safety.
- (b) The Maritime Safety Committee shall provide machinery for performing any duties assigned to it by this Convention, the Assembly or the Council, or any duty within the scope of this Article which may be assigned to it by or under any other international instrument and accepted by the Organization.
- (c) Having regard to the provisions of Article 26, the Maritime Safety Committee, upon request by the Council or if it deems such action useful in the interests of its own work, shall maintain such close relationship with other bodies as may further the purposes of the Organization.

ARTICLE 30

The existing text is replaced by the following:

The Maritime Safety Committee shall submit to the Council:

- (a) Proposals for safety regulations or for amendments to safety regulations which the Committee has developed;
- (b) Recommendations and guidelines which the Committee has developed;
- (c) A report on the work of the Committee since the previous session of the Council.

NEW ARTICLE 32

A new Article 32 is added at the end of PART VII, as follows:

Notwithstanding anything to the contrary in this Convention but subject to the provisions of Article 28, the Maritime Safety Committee when exercising the functions conferred upon it by or under any international convention or other instrument, shall conform to the relevant provisions of the convention or instrument in question, particularly as regards the rules governing the procedure to be followed.

ARTICLE 29

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

- a) Le Comité de la sécurité maritime examine toutes les questions qui relèvent de la compétence de l'Organisation, telles que les aides à la navigation maritime, la construction et l'équipement des navires, les questions d'équipage dans la mesure où elles intéressent la sécurité, les règlements destinés à prévenir les abordages, la manipulation des cargaisons dangereuses, la réglementation de la sécurité en mer, les renseignements hydrographiques, les journaux de bord et les documents intéressant la navigation maritime, les enquêtes sur les accidents en mer, le sauvetage des biens et des personnes ainsi que toutes autres questions ayant un rapport direct avec la sécurité maritime.
- b) Le Comité de la sécurité maritime prend toutes les mesures nécessaires pour mener à bien les missions que lui assigne la présente Convention, l'Assemblée ou le Conseil, ou qui pourront lui être confiées dans le cadre du présent article aux termes ou en vertu de tout autre instrument international et qui pourront être acceptées par l'Organisation.
- c) Compte tenu des dispositions de l'article 26, le Comité de la sécurité maritime, à la demande du Conseil ou s'il le juge utile dans l'intérêt de ses propres travaux, maintient avec d'autres organismes des rapports étroits propres à promouvoir les buts de l'Organisation.

ARTICLE 30

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Le Comité de la sécurité maritime soumet au Conseil:

- a) les propositions de règlements de sécurité ou d'amendements aux règlements de sécurité que le Comité a élaborés;
- b) les recommandations et les directives qu'il a élaborés;
- c) le rapport sur ses travaux depuis la dernière session du Conseil.

NOUVEL ARTICLE 32

Le nouvel article 32 suivant est ajouté à la fin de la partie VII:

Nonobstant toute disposition contraire de la présente Convention mais sous réserve des dispositions de l'article 28, le Comité de la sécurité maritime, lorsqu'il exerce les fonctions qui lui ont été attribuées aux termes ou en vertu d'une convention internationale ou de tout autre instrument, se conforme aux dispositions pertinentes de cette convention ou de cet instrument, notamment pour les règles de procédure à suivre.

NEW PARTS (VIII) and (IX)

New PARTS (VIII and IX) are added after the existing PART VII as follows:

PART VIII - LEGAL COMMITTEE

ARTICLE 33

The Legal Committee shall consist of all the Members.

ARTICLE 34

- (a) The Legal Committee shall consider any legal matters within the scope of the Organization.
- (b) The Legal Committee shall take all necessary steps to perform any duties assigned to it by this Convention or by the Assembly or the Council, or any duty within the scope of this Article which may be assigned to it by or under any other international instrument and accepted by the Organization.

- (c) Having regard to the provisions of Article 26, the Legal Committee, upon request by the Council or, if it deems such action useful in the interests of its own work shall maintain such close relationship with other bodies as may further the purposes of the Organization.

ARTICLE 35

The Legal Committee shall submit to the Council:

- (a) drafts of international conventions and of amendments to international conventions which the Committee has developed;
- (b) a report on the work of the Committee since the previous session of the Council.

ARTICLE 36

The Legal Committee shall meet at least once a year. It shall elect its officers once a year and shall adopt its own Rules of Procedure.

ARTICLE 37

Notwithstanding anything to the contrary in this Convention, but subject to the provisions of Article 33, the Legal Committee, when exercising the functions conferred upon it by or under any international convention or other instrument, shall conform to the relevant provisions of the convention or instrument in question, particularly as regards the rules governing the procedures to be followed.

NOUVELLES PARTIES VIII et IX

Les nouvelles parties VIII et IX suivantes sont ajoutées après l'actuelle partie VII:

PARTIE VIII - COMITÉ JURIDIQUE

ARTICLE 33

Le Comité juridique se compose de tous les Membres.

ARTICLE 34

- a) Le Comité juridique examine toutes les questions juridiques qui relèvent de la compétence de l'Organisation.
- b) Le Comité juridique prend toutes les mesures nécessaires pour mener à bien les missions que lui assigne la présente Convention, l'Assemblée ou le Conseil, ou qui pourront lui être confiées dans le cadre du présent article aux termes ou en vertu de tout autre instrument international et qui pourront être acceptées par l'Organisation.
- c) Compte tenu des dispositions de l'article 26, le Comité juridique, à la demande du Conseil ou s'il le juge utile dans l'intérêt de ses propres travaux, maintient avec d'autres organismes des rapports étroits propres à promouvoir les buts de l'Organisation.

ARTICLE 35

Le Comité juridique soumet au Conseil:

- a) les projets de convention internationale ou les projets d'amendements aux conventions internationales qu'il a élaborés;
- b) le rapport sur ses travaux depuis la dernière session du Conseil.

ARTICLE 36

Le Comité juridique se réunit au moins une fois par an. Il élit son Bureau une fois par an et adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 37

Nonobstant toute disposition contraire de la présente Convention mais sous réserve des dispositions de l'article 33, le Comité juridique, lorsqu'il exerce les fonctions qui lui ont été attribuées aux termes ou en vertu d'une convention internationale ou de tout autre instrument, se conforme aux dispositions pertinentes de cette convention ou de cet instrument, notamment pour les règles de procédure à suivre.

PART IX - THE MARINE ENVIRONMENT PROTECTION COMMITTEE**ARTICLE 38**

The Marine Environment Protection Committee shall consist of all the Members.

ARTICLE 39

The Marine Environment Protection Committee shall consider any matter within the scope of the Organization concerned with the prevention and control of marine pollution from ships and in particular shall:

- (a) Perform such functions as are or may be conferred upon the Organization by or under international conventions for the prevention and control of marine pollution from ships, particularly with respect to the adoption and amendment of regulations or other provisions, as provided for in such conventions;
- (b) consider appropriate measures to facilitate the enforcement of the conventions referred to in paragraph (a) above;
- (c) provide for the acquisition of scientific, technical and any other practical information on the prevention and control of marine pollution from ships for dissemination to States, in particular to developing countries and, where appropriate, make recommendations and develop guidelines;
- (d) Promote co-operation with regional organizations concerned with the prevention and control of marine pollution from ships, having regard to the provisions of Article 26;
- (e) Consider and take appropriate action with respect to any other matters falling within the scope of the Organization which would contribute to the prevention and control of marine pollution from ships including co-operation on environmental matters with other international organizations, having regard to the provisions of Article 26.

ARTICLE 40

The Marine Environment Protection Committee shall submit to the Council:

- (a) Proposals for regulations for the prevention and control of marine pollution from ships and for amendments to such regulations which the Committee has developed;

PARTIE IX - COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN

ARTICLE 38

Le Comité de la protection du milieu marin se compose de tous les Membres.

ARTICLE 39

Le Comité de la protection du milieu marin doit examiner toutes les questions qui relèvent de la compétence de l'Organisation dans le domaine de la prévention de la pollution des mers par les navires et de la lutte contre cette pollution, et plus particulièrement:

- a) exercer les fonctions conférées ou susceptibles d'être conférées à l'Organisation aux termes ou en vertu de conventions internationales visant à prévenir et à combattre la pollution par les navires, notamment en ce qui concerne l'adoption et la modification de règles ou d'autres dispositions, conformément aux dispositions desdites conventions;
- b) examiner les mesures propres à faciliter la mise en œuvre des conventions visées au paragraphe a) ci-dessus;
- c) prendre les dispositions nécessaires en vue d'obtenir des données scientifiques, techniques et autres données pratiques sur la prévention de la pollution des mers par les navires et sur la lutte contre cette pollution pour les diffuser aux États, notamment aux pays en voie de développement; le cas échéant, faire des recommandations et élaborer des directives;
- d) favoriser, en tenant compte des dispositions de l'article 26, la coopération avec les organismes régionaux exerçant des activités dans le domaine de la prévention de la pollution des mers par les navires et de la lutte contre cette pollution;
- e) examiner toutes autres questions du ressort de l'Organisation susceptibles de favoriser la prévention de la pollution des mers par les navires et la lutte contre cette pollution, et notamment la coopération avec d'autres organisations internationales sur des questions intéressant l'environnement; prendre les mesures opportunes à cet égard, en tenant compte des dispositions de l'article 26.

ARTICLE 40

Le Comité de la protection du milieu marin soumet au Conseil:

- a) les propositions de règlements sur la prévention de la pollution des mers par les navires et la lutte contre cette pollution ainsi que les propositions d'amendements à ces règlements que le Comité a élaborés;

- (b) recommendations and guidelines which the Committee has developed;
- (c) a report on the work of the Committee since the previous session of the Council.

ARTICLE 41

The Marine Environment Protection Committee shall meet at least once a year. It shall elect its officers once a year and shall adopt its own Rules of Procedure.

ARTICLE 42

Notwithstanding anything to the contrary in this Convention, but subject to the provisions of Article 38, the Marine Environment Protection Committee, when exercising the functions conferred upon it by or under any international convention or other instrument, shall conform to the relevant provisions of the convention or instrument in question, particularly as regards the rules governing the procedures to be followed.

The existing PARTS VIII through XVII are renumbered accordingly as PARTS X through XIX.

The existing Articles 33 through 63 are renumbered accordingly as Articles 43 through 73.

ARTICLE 33 (renumbered as Article 43)

The existing text is replaced by the following:

The Secretariat shall comprise the Secretary-General and such other personnel as the Organization may require. The Secretary-General shall be the chief administrative officer of the Organization and shall, subject to the provisions of Article 23, appoint the above-mentioned personnel.

ARTICLE 34 (renumbered as Article 44)

The existing text is replaced by the following:

The Secretariat shall maintain all such records as may be necessary for the efficient discharge of the functions of the Organization and shall prepare, collect and circulate the papers, documents, agenda, minutes and information that may be required for the work of the Organization.

ARTICLE 38 (renumbered as Article 48)

The existing text is replaced by the following:

- b) les recommandations et les directives qu'il a élaborées;
- c) le rapport sur ses travaux depuis la dernière session du Conseil.

ARTICLE 41

Le Comité de la protection du milieu marin se réunit au moins une fois par an. Il élit son Bureau une fois par an et adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 42

Nonobstant toute disposition contraire de la présente Convention mais sous réserve des dispositions de l'article 38, le Comité de la protection du milieu marin, lorsqu'il exerce les fonctions qui lui ont été attribuées aux termes ou en vertu d'une convention internationale ou de tout autre instrument, se conforme aux dispositions pertinentes de cette convention ou de cet instrument, notamment pour les règles de procédure à suivre.

Les parties VIII à XVII actuelles deviennent donc les parties X à XIX.

Les articles 33 à 63 actuels deviennent les articles 43 à 73.

ARTICLE 33 (qui devient l'article 43)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Le Secrétariat comprend le Secrétaire général, ainsi que les autres membres du personnel que peut exiger l'Organisation. Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation et, sous réserve des dispositions de l'article 23, il nomme le personnel mentionné ci-dessus.

ARTICLE 34 (qui devient l'article 44)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Le Secrétariat est chargé de tenir à jour toutes les archives nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Organisation, et de préparer, centraliser et distribuer les notes, documents, ordres du jour, procès-verbaux et renseignements utiles au travail de l'Organisation.

ARTICLE 38 (qui devient l'article 48)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

The Secretary-General shall assume any other functions which may be assigned to him by the Convention, the Assembly or the Council.

ARTICLE 39 (renumbered as Article 49)

The existing text is replaced by the following:

Each member shall bear the salary, travel and other expenses of its own delegation to the meetings held by the Organization.

ARTICLE 42 (renumbered as Article 52)

The existing text is replaced by the following:

Any Member which fails to discharge its financial obligation to the Organization within one year from the date on which it is due, shall have no vote in the Assembly, the Council, the Maritime Safety Committee, the Legal Committee or the Marine Environment Protection Committee unless the Assembly, at its discretion, waives this provision.

ARTICLE 43 (renumbered as Article 53)

The existing text is replaced by the following:

Except as otherwise provided in the Convention or in any international agreement which confers functions on the Assembly, the Council, the Maritime Safety Committee, the Legal Committee or the Marine Environment Protection Committee, the following provisions shall apply to voting in these organs:

- (a) Each Member shall have one vote.
- (b) Decisions shall be by a majority vote of the Members present and voting and, for decisions where a two-thirds majority vote is required, by a two-thirds majority vote of those present.
- (c) For the purpose of the Convention, the phrase "Members present and voting" means "Members present and casting an affirmative or negative vote". Members which abstain from voting shall be considered as not voting.

ARTICLE 52 (renumbered as Article 62)

The existing text is replaced by the following:

Le Secrétaire général assume toutes les autres fonctions qui peuvent lui être assignées par la Convention, l'Assemblée ou le Conseil.

ARTICLE 39 (qui devient l'article 49)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Chaque Membre prend à sa charge les appointements, les frais de déplacement et les autres dépenses de sa délégation aux réunions tenues par l'Organisation.

ARTICLE 42 (qui devient l'article 52)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Tout Membre qui ne remplit pas ses obligations financières vis-à-vis de l'Organisation dans un délai d'un an à compter de la date de leur échéance n'a droit de vote ni à l'Assemblée, ni au Conseil, ni au Comité de la sécurité maritime, ni au Comité juridique, ni au Comité de la protection du milieu marin; l'Assemblée peut toutefois, si elle le désire, déroger à ces dispositions.

ARTICLE 43 (qui devient l'article 53)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Si la Convention ou un accord international conférant des attributions à l'Assemblée, au Conseil, au Comité de la sécurité maritime, au Comité juridique ou au Comité de la protection du milieu marin n'en dispose pas autrement, le vote dans ces organes est régi par les dispositions suivantes:

- a) Chaque Membre dispose d'une voix.
- b) Les décisions sont prises à la majorité des Membres présents et votants, et, lorsqu'une majorité des deux tiers est requise, à une majorité des deux tiers des Membres présents.
- c) Aux fins de la présente Convention, l'expression "Membres présents et votants" signifie "Membres présents et exprimant un vote affirmatif ou négatif". Les Membres qui s'abstiennent sont considérés comme ne votant pas.

ARTICLE 52 (qui devient l'article 62)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Texts of proposed amendments to the Convention shall be communicated by the Secretary-General to Members at least six months in advance of their consideration by the Assembly. Amendments shall be adopted by a two-thirds majority vote of the Assembly. Twelve months after its acceptance by two-thirds of the Members of the Organization, other than Associate Members, each amendment shall come into force for all Members except those which, before it comes into force, make a declaration that they do not accept the amendment. The Assembly may by a two-thirds majority vote determine at the time of its adoption that an amendment is of such a nature that any Member which has made such a declaration and which does not accept the amendment within a period of twelve months after the amendment comes into force shall, upon the expiration of this period, cease to be a party to the Convention.

ARTICLE 55 (renumbered as Article 65)

The existing text is replaced by the following:

Any question or dispute concerning the interpretation or application of the Convention shall be referred to the Assembly for settlement, or shall be settled in such other manner as the parties to the dispute may agree. Nothing in this Article shall preclude any organ of the Organization from settling any such question or dispute that may arise during the exercise of its functions.

The Articles referred to in the following Articles are changed as follows:

Article 6: The reference to Article 57 is changed to Article 67

Article 7: The reference to Article 57 is changed to Article 67

Article 8: The reference to Article 57 is changed to Article 67

Article 9: The reference to Article 58 is changed to Article 68

Articles 53 and 54 (renumbered as Articles 63 and 64): The reference to Article 52 are changed to Article 62

Article 56 (renumbered as Article 66): The reference to Article 55 is changed to Article 65

Article 58 (renumbered as Article 68): The reference in paragraph (d) to Article 57 is changed to Article 67

Article 59 (renumbered as Article 69): The reference in paragraph (b) to Article 58 is changed to Article 68

Article 60 (renumbered as Article 70): The reference to Article 57 is changed to Article 67.

Les textes des projets d'amendements à la Convention sont communiqués aux Membres par le Secrétaire général six mois au moins avant qu'ils ne soient soumis à l'examen de l'Assemblée. Les amendements sont adoptés par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des voix. Douze mois après son approbation par les deux tiers des Membres de l'Organisation, non compris les Membres associés, chaque amendement entre en vigueur pour tous les Membres à l'exception de ceux qui, avant son entrée en vigueur, ont fait une déclaration aux termes de laquelle ils n'approuvent pas ledit amendement. L'Assemblée peut spécifier à la majorité des deux tiers, au moment de l'adoption d'un amendement, que celui-ci est d'une nature telle que tout Membre qui aura fait une semblable déclaration et qui n'aura pas accepté l'amendement dans un délai de douze mois à dater de son entrée en vigueur cessera, à l'expiration de ce délai, d'être Partie à la Convention.

ARTICLE 55 (qui devient l'article 65)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

Tout différend ou toute question surgissant à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention est soumis à l'Assemblée pour règlement ou réglé de toute autre manière dont les parties au différend peuvent convenir. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte au droit, pour tout organe de l'Organisation, de régler un tel différend ou une telle question qui surgirait pendant la durée de son mandat.

Les références qui figurent dans les articles ci-après sont modifiées comme suit:

Article 6: la référence à l'article 57 devient une référence à l'article 67;

Article 7: la référence à l'article 57 devient une référence à l'article 67;

Article 8: la référence à l'article 57 devient une référence à l'article 67;

Article 9: la référence à l'article 58 devient une référence à l'article 68;

Articles 53 et 54 (qui deviennent les articles 63 et 64): les références à l'article 52 deviennent des références à l'article 62;

Article 56 (qui devient l'article 66): la référence à l'article 55 devient une référence à l'article 65;

Article 58 (qui devient l'article 68): la référence à l'article 57, qui figure au paragraphe d), devient une référence à l'article 67;

Article 59 (qui devient l'article 69): la référence à l'article 58, qui figure au paragraphe b), devient une référence à l'article 68;

Article 60 (qui devient l'article 70): la référence à l'article 57 devient une référence à l'article 67.

AMENDMENTS TO THE CONVENTION ON THE INTER-GOVERNMENTAL
MARITIME CONSULTATIVE ORGANIZATION

ARTICLE 1

- (i) The text of paragraph (a) is replaced by the following:

To provide machinery for co-operation among Governments in the field of governmental regulation and practices relating to technical matters of all kinds affecting shipping engaged in international trade; to encourage and facilitate the general adoption of the highest practicable standards in matters concerning maritime safety, efficiency of navigation and prevention and control of marine pollution from ships; and to deal with administrative and legal matters related to the purposes set out in this Article;

- (ii) The text of paragraph (d) is replaced by the following:

To provide for the consideration by the Organization of any matters concerning shipping and the effect of shipping on the marine environment that may be referred to it by any organ or specialized agency of the United Nations;

ARTICLE 2

The text is deleted.

Articles 3 to 31 are renumbered Articles 2 to 30.

ARTICLE 3 (renumbered as Article 2)

The text is replaced by the following:

In order to achieve the purposes set out in Part 1, the Organization shall:

- (a) Subject to the provisions of Article 3, consider and make recommendations upon matters arising under Article 1(a), (b) and (c) that may be remitted to it by Members, by any organ or specialized agency of the United Nations or by any other inter-governmental organization or upon matters referred to it under Article 1(d);
- (b) Provide for the drafting of conventions, agreements, or other suitable instruments, and recommend these to Governments and to inter-governmental organizations, and convene such conferences as may be necessary;
- (c) Provide machinery for consultation among Members and the exchange of information among Governments;

AMENDEMENTS À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION DE
L'ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA
NAVIGATION MARITIME

ARTICLE PREMIER

i) Le texte actuel du paragraphe a) est remplacé par le suivant:

“a) d’instituer un système de collaboration entre les gouvernements dans le domaine de la réglementation et des usages gouvernementaux ayant trait aux questions techniques de toutes sortes qui intéressent la navigation commerciale internationale, d’encourager et de faciliter l’adoption générale de normes aussi élevées que possible en ce qui concerne la sécurité maritime, l’efficacité de la navigation, la prévention de la pollution des mers par les navires et la lutte contre cette pollution et de traiter des questions administratives et juridiques liées aux objectifs énoncés dans le présent article;”

ii) Le texte actuel du paragraphe d) est remplacé par le suivant:

“d) d’examiner toutes questions relatives à la navigation maritime et à ses effets sur le milieu marin dont elle pourra être saisie par tout organisme ou tout institution spécialisée des Nations Unies;”

ARTICLE 2

Cet article est supprimé.

Les articles 3 à 31 deviennent les articles 2 à 30.

ARTICLE 3 (qui devient l'article 2)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

“Pour atteindre les buts exposés à la première partie, l’Organisation:

- a) sous réserve des dispositions de l’article 3, examine les questions figurant aux alinéas a), b) et c) de l’article premier que pourront lui soumettre tout Membre, tout organisme, toute institution spécialisée des Nations Unies ou toute autre organisation intergouvernementale, ainsi que les questions qui lui seront soumises aux termes de l’alinéa d) de l’article premier et fait des recommandations à leur sujet;
- b) élabore des projets de conventions, d’accords et d’autres instruments appropriés, les recommande aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et convoque les conférences qu’elle juge nécessaire;
- c) institue un système de consultations entre les Membres et d’échange de renseignements entre les gouvernements;

- (d) Perform functions arising in connexion with paragraphs (a), (b) and (c) of this Article, in particular those assigned to it by or under international instruments relating to maritime matters and the effect of shipping on the marine environment;
- (e) Facilitate as necessary, and in accordance with Part X, technical co-operation within the scope of the Organization.

ARTICLE 12 (renumbered as Article 11)

The text is replaced by the following:

The Organization shall consist of an Assembly, a Council, a Maritime Safety Committee, a Legal Committee, a Marine Environment Protection Committee, a Technical Co-operation Committee and such subsidiary organs as the Organization may at any time consider necessary; and a Secretariat.

ARTICLE 16 (renumbered as Article 15)

The text is replaced by the following:

The functions of the Assembly shall be:

- (a) To elect at each regular session from among its Members, other than Associate Members, its President and two Vice-Presidents who shall hold office until the next regular session;
- (b) To determine its own Rules of Procedure except as otherwise provided in the Convention;
- (c) To establish any temporary or, upon recommendation of the Council, permanent subsidiary bodies it may consider to be necessary;
- (d) To elect the Members to be represented on the Council as provided in Article 17;
- (e) To receive and consider the reports of the Council, and to decide upon any question referred to it by the Council;
- (f) To approve the work programme of the Organization;
- (g) To vote the budget and determine the financial arrangements of the Organization, in accordance with Part XII;
- (h) To review the expenditures and approve the accounts of the Organization;

- d) s'acquitte des fonctions découlant des alinéas a), b) et c) du présent article, notamment de celles qui lui sont assignées aux termes ou en vertu d'instruments internationaux relatifs à des questions maritimes et aux effets de la navigation maritime sur le milieu marin;
- e) facilite selon que de besoin, et en conformité des dispositions de la partie X, la coopération technique dans le cadre des attributions de l'Organisation."

ARTICLE 12 (qui devient l'article 11)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

"L'Organisation comprend une Assemblée, un Conseil, un Comité de la sécurité maritime, un Comité juridique, un Comité de la protection du milieu marin, un Comité de la coopération technique et tels organes subsidiaires que l'Organisation estimerait à tout moment nécessaire de créer, ainsi qu'un Secrétariat."

ARTICLE 16 (qui devient l'article 15)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

«Les fonctions de l'Assemblée sont les suivantes:

- a) élire à chaque session ordinaire parmi ses Membres autres que les Membres associés un président et deux vice-présidents qui resteront en fonction jusqu'à la session ordinaire suivante;
- b) établir son règlement intérieur, sauf dispositions contraires de la Convention;
- c) établir, si elle le juge nécessaire, tous organes subsidiaires temporaires ou, sur recommandation du Conseil, permanents;
- d) élire les Membres qui seront représentés au Conseil, conformément à l'article 17;
- e) recevoir et examiner les rapports du Conseil et se prononcer sur toute question dont elle est saisie par lui;
- f) approuver le programme de travail de l'Organisation;
- g) voter le budget et déterminer le fonctionnement financier de l'Organisation, conformément à la partie XII;
- h) examiner les dépenses et approuver les comptes de l'Organisation;

- (i) To perform the functions of the Organization, provided that in matters relating to Article 2(a) and (b), the Assembly shall refer such matters to the Council for formulation by it of any recommendations or instruments thereon; provided further that any recommendations or instruments submitted to the Assembly by the Council and not accepted by the Assembly shall be referred back to the Council for further consideration with such observations as the Assembly may make;
- (j) To recommend to Members for adoption regulations and guidelines concerning maritime safety, the prevention and control of marine pollution from ships and other matters concerning the effect of shipping on the marine environment assigned to the Organization by or under international instruments or amendments to such regulations and guidelines which have been referred to it;
- (k) To take such action as it may deem appropriate to promote technical co-operation in accordance with Article 2(e), taking into account the special needs of developing countries;
- (l) To take decisions in regard to convening any international conference or following any other appropriate procedure for the adoption of international conventions or of amendments to any international conventions which have been developed by the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee, the Technical Co-operation Committee, or other organs of the Organization.
- (m) To refer to the Council for consideration or decision any matters within the scope of the Organization, except that the function of making recommendations under paragraph (j) of this Article shall not be delegated.

ARTICLE 22 (renumbered as Article 21)

The text is replaced by the following:

- (a) The Council shall consider the draft work programme and budget estimates prepared by the Secretary-General in the light of the proposals of the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee, the Technical Co-operation Committee and other organs of the Organization and, taking these into account, shall establish and submit to the Assembly the work programme and budget of the Organization, having regard to the general interest and priorities of the Organization.
- (b) The Council shall receive the reports, proposals and recommendations of the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee, the Technical Co-operation Committee and other organs of the Organization and shall transmit them to the Assembly and, when the Assembly is not in session, to the Members for information, together with the comments and recommendations of the Council.

- i) remplir les fonctions dévolues à l'Organisation, sous la réserve que l'Assemblée renverra au Conseil les questions visées aux paragraphes a) et b) de l'article 2 pour qu'il formule, à leur sujet, des recommandations ou propose des instruments appropriés; sous réserve en outre que tous instruments ou recommandations soumis par le Conseil à l'Assemblée et que celle-ci n'aura pas acceptés seront renvoyés au Conseil pour nouvel examen, accompagnés éventuellement des observations de l'Assemblée;
- j) recommander aux Membres l'adoption de règles et de directives relatives à la sécurité maritime, à la prévention de la pollution des mers par les navires, à la lutte contre cette pollution et à d'autres questions concernant les effets de la navigation maritime sur le milieu marin assignées à l'Organisation aux termes ou en vertu d'instruments internationaux, ou l'adoption d'amendements à ces règles et directives qui lui ont été soumis;
- k) prendre toute mesure qu'elle jugerait appropriée pour favoriser la coopération technique conformément aux dispositions de l'alinéa e) de l'article 2, en tenant compte des besoins propres aux pays en développement;
- l) décider de réunir une conférence internationale ou de suivre toute autre procédure appropriée pour l'adoption des conventions internationales ou des amendements à des conventions internationales élaborés par le Comité de la sécurité maritime, le Comité juridique, le Comité de la protection du milieu marin, le Comité de la coopération technique ou par d'autres organes de l'Organisation;
- m) renvoyer au Conseil, pour examen ou décision, toute affaire de la compétence de l'Organisation, étant entendu, toutefois, que la charge de faire des recommandations, prévue à l'alinéa j) du présent article, ne doit pas être déléguée."

ARTICLE 22 (qui devient l'article 21)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

- "a) Le Conseil examine le projet de programme de travail et les prévisions budgétaires préparés par le Secrétaire général à la lumière des propositions du Comité de la sécurité maritime, du Comité juridique, du Comité de la protection du milieu marin, du Comité de la coopération technique et d'autres organes de l'Organisation et il en tient compte pour établir et soumettre à l'Assemblée le programme de travail et le budget de l'Organisation, eu égard à l'intérêt général et aux priorités de l'Organisation.
- b) Le Conseil reçoit les rapports, les propositions et les recommandations du Comité de la sécurité maritime, du Comité juridique, du Comité de la protection du milieu marin et du Comité de la coopération technique, ainsi que d'autres organes de l'Organisation. Il les transmet à l'Assemblée et, si l'Assemblée ne siège pas, aux Membres, pour information, en les accompagnant de ses observations et de ses recommandations.

- (c) Matters within the scope of Articles 28, 33, 38 and 43 shall be considered by the Council only after obtaining the views of the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee, or the Technical Co-operation Committee, as may be appropriate.

ARTICLE 26 (renumbered Article 25)

The text is replaced by the following:

- (a) The Council may enter into agreements or arrangements covering the relationship of the Organization with other organizations, as provided for in Part XV. Such agreements or arrangements shall be subject to approval by the Assembly.
- (b) Having regard to the provisions of Part XV and to the relations maintained with other bodies by the respective Committees under Articles 28, 33, 38 and 43, the Council shall, between sessions of the Assembly, be responsible for relations with other organizations.

New Articles 32 to 42 (added pursuant to Res.A.315(ES.V) and RES.A.358(IX)).

These Articles are renumbered as Articles 31 to 41.

Article 29(c) adopted by Resolution A.358(IX) (to be renumbered as Article 28(c)) is amended by the inclusion of a reference to the Assembly.

Article 34(c) adopted by Resolution A.358(IX) (to be renumbered as Article 33(c)) is amended by the inclusion of a reference to the Assembly.

NEW PART X

A new Part X, consisting of new Articles 42-46, is added after Parts VIII and IX (added by Res.A.358 (IX)) as follows:

PART X

Technical Co-operation Committee

ARTICLE 42

The Technical Co-operation Committee shall consist of all the Members.

- c) Le Conseil n'examine les questions relevant des articles 28, 33, 38 et 43 qu'après avoir consulté le Comité de la sécurité maritime, le Comité juridique, le Comité de la protection du milieu marin ou le Comité de la coopération technique suivant le cas."

ARTICLE 26 (qui devient l'article 25)

Le texte actuel est remplacé par le suivant:

- «a) Le Conseil peut conclure des accords ou prendre des dispositions concernant les relations avec les autres organisations, conformément aux dispositions de la partie XV. Ces accords et ces dispositions sont soumis à l'approbation de l'Assemblée.
- b) Compte tenu des dispositions de la partie XV et des relations entretenues avec d'autres organismes par les comités respectifs en vertu des articles 28, 33, 38 et 43, le Conseil assure entre les sessions de l'Assemblée les relations avec les autres organisations.»

Nouveaux articles 32 à 42 (ajoutés conformément aux résolutions A.315(ES.V) et 358(IX).

Ces articles deviennent les articles 31 à 41.

Le paragraphe c) de l'article 29, adopté par la résolution A.358(IX) (qui devient le paragraphe c) de l'article 28) est modifié par l'inclusion d'une référence à l'Assemblée.

Le paragraphe c) de l'article 34), adopté par la résolution A.358(IX) (qui devient le paragraphe c) de l'article 33) est modifié par l'inclusion d'une référence à l'Assemblée.

NOUVELLE PARTIE X

La nouvelle partie X ci-après, comprenant les nouveaux articles 42 à 46, est ajoutée après les parties VIII et IX (insérées en application de la résolution A.358(IX)):

«PARTIE X

Comité de la coopération technique

ARTICLE 42

Le Comité de la coopération technique se compose de tous les Membres.

ARTICLE 43

- (a) The Technical Co-operation Committee shall consider, as appropriate, any matter within the scope of the Organization concerned with the implementation of technical co-operation projects funded by the relevant United Nations programme for which the Organization acts as the executing or co-operating agency or by funds-in-trust voluntarily provided to the Organization, and any other matters related to the Organization's activities in the technical co-operation field.
- (b) The Technical Co-operation Committee shall keep under review the work of the Secretariat concerning technical co-operation.
- (c) The Technical Co-operation Committee shall perform those functions assigned to it by this Convention or by the Assembly or the Council, or any duty within the scope of this Article which may be assigned to it by or under any other international instrument and accepted by the Organization.
- (d) Having regard to the provisions of Article 25, the Technical Co-operation Committee, upon request by the Assembly and Council or, if it deems such action useful in the interests of its own work, shall maintain such close relationships with other bodies as may further the purposes of the Organization.

ARTICLE 44

The Technical Co-operation Committee shall submit to the Council:

- (a) Recommendations which the Committee has developed;
- (b) A report on the work of the Committee since the previous session of the Council.

ARTICLE 45

The Technical Co-operation Committee shall meet at least once a year. It shall elect its officers once a year and shall adopt its own rules of procedure.

ARTICLE 46

Notwithstanding anything to the contrary in this Convention, but subject to the provisions of Article 42, the Technical Co-operation Committee, when exercising the functions conferred upon it by or under any international convention or other instrument, shall conform to the relevant provisions of the convention or instrument in question, particularly as regards the rules governing the procedures to be followed.

Parts VIII to XVII (renumbered X to XIX pursuant to Res.A.358(IX)) are renumbered Parts XI to XX.

ARTICLE 43

- a) Le Comité de la coopération technique examine, selon qu'il convient, toutes les questions qui relèvent de la compétence de l'Organisation en ce qui concerne l'exécution des projets de coopération technique financés par le programme pertinent des Nations Unies dont l'Organisation est l'agent d'exécution ou de coopération ou par des fonds d'affectation spéciale volontairement mis à la disposition de l'Organisation et toutes autres questions liées aux activités de l'Organisation dans le domaine de la coopération technique.
- b) Le Comité de la coopération technique contrôle les travaux du Secrétariat dans le domaine de la coopération technique.
- c) Le Comité de la coopération technique s'acquitte des fonctions que lui assigne la présente Convention, l'Assemblée ou le Conseil, ou des missions qui peuvent lui être confiées dans le cadre du présent article aux termes ou en vertu de tout autre instrument international et qui peuvent être acceptées par l'Organisation.
- d) Compte tenu des dispositions de l'article 25, le Comité de la coopération technique, à la demande de l'Assemblée et du Conseil ou s'il le juge utile dans l'intérêt de ses propres travaux, maintient avec d'autres organismes des rapports étroits propres à promouvoir les buts de l'Organisation.

ARTICLE 44

Le Comité de la coopération technique soumet au Conseil:

- a) les recommandations qu'il a élaborées;
- b) le rapport sur ses travaux depuis la dernière session du Conseil.

ARTICLE 45

Le Comité de la coopération technique se réunit au moins une fois par an. Il élit son Bureau une fois par an et adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 46

Nonobstant toute disposition contraire de la présente Convention mais sous réserve des dispositions de l'article 42, le Comité de la coopération technique, lorsqu'il exerce les fonctions qui lui ont été attribuées aux termes ou en vertu d'une convention internationale ou de tout autre instrument, se conforme aux dispositions pertinentes de cette convention ou de cet instrument, notamment pour les règles de procédure à suivre.»

Les parties VIII à XVIII (qui étaient devenues les parties X à XIX en application de la résolution A.358(IX)) deviennent les parties XI à XX.

Articles 33 to 63 (renumbered 43 to 73 pursuant to Res.A.315(ES.V) and Res.358(IX)) are renumbered Articles 47 to 77.

Article 42 (renumbered as Article 41 by Res.A.315(ES.V) and Article 52 by Res.A.358(IX)) is renumbered as Article 56 and replaced by the following text:

Any Member which fails to discharge its financial obligation to the Organization within one year from the date on which it is due, shall have no vote in the Assembly, the Council, the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee or the Technical Co-operation Committee unless the Assembly, at its discretion, waives this provision.

Article 43 (renumbered as Article 42 by Res.A.315(ES.V) and Article 53 by Res.A.358(IX)) is renumbered as Article 57 and replaced by the following text:

Except as otherwise provided in the Convention or in any international agreement which confers functions on the Assembly, the Council, the Maritime Safety Committee, the Legal Committee, the Marine Environment Protection Committee, or the Technical Co-operation Committee, the following provisions shall apply to voting in these organs:

- (a) Each Member shall have one vote.
- (b) Decisions shall be by a majority vote of the Members present and voting and, for decisions where a two-thirds majority vote is required, by a two-thirds majority vote of those present.
- (c) For the purpose of the Convention, the phrase "Members present and voting" means "Members present and casting an affirmative or negative vote". Members which abstain from voting shall be considered as not voting.

Article 45 (renumbered as Article 44 by Res.A.315(ES.V) and Article 55 by Res.A.358(IX)) is renumbered as Article 59 and replaced by the following text:

The Organization shall be brought into relationship with the United Nations in accordance with Article 57 of the Charter of the United Nations as the specialized agency in the field of shipping and the effect of shipping on the marine environment. This relationship shall be effected through an agreement with the United Nations under Article 63 of the Charter of the United Nations, which agreement shall be concluded as provided in Article 25.

Article 52 (renumbered as Article 51 by Res.A.315(ES.V) and Article 62 by Res.A.358(IX)) is renumbered as Article 66 and replaced by the following text:

Les articles 33 à 63 (qui étaient devenus les articles 43 à 73 en application de la résolution A.315(ES.V) et de la résolution A.358(IX)) deviennent les articles 47 à 77.

L'article 42 (qui était devenu l'article 41 en application de la résolution A.315(ES.V) et l'article 52 en application de la résolution A.358(IX)) devient l'article 56 et est remplacé par le texte suivant:

«Tout Membre qui ne remplit pas ses obligations financières vis-à-vis de l'Organisation dans un délai d'un an à compter de la date de leur échéance n'a droit de vote ni à l'Assemblée, ni au Conseil, ni au Comité de la sécurité maritime, ni au Comité juridique, ni au Comité de la protection du milieu marin, ni au Comité de la coopération technique; l'Assemblée peut toutefois, si elle le désire, déroger à ces dispositions.»

L'article 43 (qui était devenu l'article 42 en application de la résolution A.315(ES.V) et l'article 53 en application de la résolution A.358(IX)) devient l'article 57 et est remplacé par le texte suivant:

«Si la Convention ou un accord international conférant des attributions à l'Assemblée, au Conseil, au Comité de la sécurité maritime, au Comité juridique, au Comité de la protection du milieu marin ou au Comité de la coopération technique n'en dispose pas autrement, le vote dans ces organes est régi par les dispositions suivantes:

- a) Chaque Membre dispose d'une voix.
- b) Les décisions sont prises à la majorité des Membres présents et votants, et, lorsqu'une majorité des deux tiers est requise, à une majorité des deux tiers des Membres présents.
- c) Aux fins de la présente Convention, l'expression «Membres présents et votants» signifie «Membres présents et exprimant un vote affirmatif ou négatif». Les Membres qui s'abstiennent sont considérés comme ne votant pas.»

L'article 45 (qui était devenu l'article 44 en application de la résolution A.315(ES.V) et l'article 55 en application de la résolution A.358(IX)) devient l'article 59 et est remplacé par le texte suivant:

«Conformément à l'Article 57 de la Charte, l'Organisation est reliée à l'Organisation des Nations Unies au titre d'institution spécialisée dans le domaine de la navigation maritime et de ses effets sur le milieu marin. Les relations sont établies par un accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'Article 63 de la Charte et selon les dispositions de l'article 25 de la Convention.»

L'article 52 (qui était devenu l'article 51 en application de la résolution A.315(ES.V) et l'article 62 en application de la résolution A.358(IX)) devient l'article 66 et est remplacé par le texte suivant:

Texts of proposed amendments to the Convention shall be communicated by the Secretary-General to Members at least six months in advance of their consideration by the Assembly. Amendments shall be adopted by a two-thirds majority vote of the Assembly. Twelve months after its acceptance by two-thirds of the Members of the Organization, other than Associate Members, each amendment shall come into force for all Members.

The Articles referred to in the following Articles are changed as follows:

Article 6 (now renumbered Article 5): the reference to Article 57 is changed to Article 71.

Article 7 (now renumbered Article 6): the reference to Article 57 is changed to Article 71.

Article 8 (now renumbered Article 7): the references to Articles 6, 7 and 57 are changed to Articles 5, 6 and 71.

Article 9 (now renumbered Article 8): the reference to Article 58 is changed to Article 72.

Article 19 (now renumbered Article 18): the reference to Article 17 is changed to Article 16.

Article 27 (now renumbered Article 26): the reference to Article 16(i) is changed to Article 15(j).

Article 29 (amended by Res.A.358(IX), now renumbered Article 28); the reference to Part XII is changed to Article 25.

Article 32 (added by Res.A.358(IX), now renumbered Article 31): the reference to Article 28 is changed to Article 27.

Article 34 (added by Res.A.358(IX), now renumbered Article 33): the reference in paragraph (c) to Article 26 is changed to Article 25.

Article 37 (added by Res.A.358(IX), now renumbered Article 36): the reference to Article 33 is changed to Article 32.

Article 39 (added by Res.A.358(IX), now renumbered Article 38): the references in paragraphs (d) and (e) to Article 26 are changed to Article 25.

Article 42 (added by Res.A.358(IX), now renumbered Article 41): the reference to Article 38 is changed to Article 37.

Article 33 (now renumbered Article 47): the reference to Article 23 is changed to Article 22.

Article 53 (now renumbered Article 67): the reference to Article 52 is changed to Article 66.

«Les textes des projets d'amendements à la Convention sont communiqués aux Membres par le Secrétaire général six mois au moins avant qu'ils ne soient soumis à l'examen de l'Assemblée. Les amendements sont adoptés par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des voix. Douze mois après son approbation par les deux tiers des Membres de l'Organisation, non compris les Membres associés, chaque amendement entre en vigueur pour tous les Membres.

Il convient de modifier comme suit les références aux articles qui figurent dans le texte de la Convention:

Article 6 (qui devient l'article 5): remplacer «article 57» par «article 71».

Article 7 (qui devient l'article 6): remplacer « article 57» par «article 71».

Article 8 (qui devient l'article 7): remplacer «de l'article 6 ou de l'article 7» par «de l'article 5 ou de l'article 6» et «article 57» par «article 71».

Article 9 (qui devient l'article 8): remplacer «article 58» par «article 72».

Article 19 (qui devient l'article 18): remplacer «article 17» par «article 16».

Article 27 (qui devient l'article 26): remplacer «alinéa i) de l'article 16» par «alinéa j) de l'article 15».

Article 29 (article modifié par la résolution A.358(X), qui devient l'article 28): remplacer «Partie XII» par «article 25».

Article 32 (article ajouté en application de la résolution A.358(IX), qui devient l'article 31): remplacer «article 28» par «article 27».

Article 34 (article ajouté en application de la résolution A.358(IX), qui devient l'article 33): au paragraphe c), remplacer «article 26» par «article 25».

Article 37 (article ajouté en application de la résolution A.358(IX), qui devient l'article 36): remplacer «article 33» par «article 32».

Article 39 (article ajouté en application de la résolution A.358(IX), qui devient l'article 38): aux paragraphes d) et e), remplacer «article 26» par «article 25».

Article 42 (article ajouté en application de la résolution A.358(IX), qui devient l'article 41): remplacer «article 38» par «article 37».

Article 33 (qui devient l'article 47): remplacer «article 23» par «article 22».

Article 53 qui devient l'article 67): remplacer «article 52» par «article 66».

Article 54 (now renumbered Article 68): the reference to Article 52 is changed to Article 66.

Article 56 (now renumbered Article 70): the reference to Article 55 is changed to Article 69.

Article 58 (now renumbered Article 72): the reference in paragraph (d) to Article 57 is changed to Article 71.

Article 59 (now renumbered Article 73): the reference in paragraph (b) to Article 58 is changed to Article 72.

Article 60 (now renumbered Article 74): the reference to Article 57 is changed to Article 71.

APPENDIX II

The reference to Article 51 is changed to Article 65.

Article 54 (qui devient l'article 68): remplacer «article 52» par «article 66».

Article 56 (qui devient l'article 70): remplacer «article 55» par «article 69».

Article 58 (qui devient l'article 72): au paragraphe d), remplacer «article 57» par «article 71».

Article 59 (qui devient l'article 73): au paragraphe b), remplacer «article 58» par «article 72».

Article 60 (qui devient l'article 74): remplacer «article 57» par «article 71».

APPENDICE II

Remplacer «article 51» par «article 65».

AMENDMENTS TO THE CONVENTION ON THE INTER-GOVERNMENTAL
MARITIME CONSULTATIVE ORGANIZATION

ARTICLE 17

The existing text of Article 17 (renumbered as Article 16 under the 1977 amendments) is replaced by the following:

The Council shall be composed of thirty-two Members elected by the Assembly.

ARTICLE 18

The existing text of Article 18 (renumbered as Article 17 under the 1977 amendments) is replaced by the following:

In electing the Members of the Council, the Assembly shall observe the following criteria:

- (a) Eight shall be States with the largest interest in providing international shipping services;
- (b) Eight shall be other States with the largest interest in international sea-borne trade;
- (c) Sixteen shall be States not elected under (a) or (b) above which have special interests in maritime transport or navigation, and whose election to the Council will ensure the representation of all major geographic areas of the world.

ARTICLE 20

The existing text of Article 20 (renumbered as Article 19 under the 1977 amendments) is replaced by the following:

- (a) The Council shall elect its Chairman and adopt its own Rules of Procedure except as otherwise provided in the Convention.
- (b) Twenty-one Members of the Council shall constitute a quorum.
- (c) The Council shall meet upon one month's notice as often as may be necessary for the efficient discharge of its duties upon the summons of its Chairman or upon request by not less than four of its Members. It shall meet at such places as may be convenient.

AMENDEMENTS À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION DE
L'ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE
DE LA NAVIGATION MARITIME

ARTICLE 17

Le texte actuel de l'article 17 (article 16 en vertu des amendements de 1977 est remplacé par le suivant:

Le Conseil se compose de trente-deux Membres élus par l'Assemblée.

ARTICLE 18

Le texte actuel de l'article 18 (article 17 en vertu des amendements de 1977) est remplacé par le suivant:

En élisant les Membres du Conseil, l'Assemblée observe les principes suivants:

- a) huit sont des États qui sont le plus intéressés à fournir des services internationaux de navigation maritime;
- b) huit sont d'autres États qui sont le plus intéressés dans le commerce international maritime;
- c) seize sont des États qui n'ont pas été élus au titre des alinéas a) ou b) ci-dessus, qui ont des intérêts particuliers dans le transport maritime ou la navigation et dont l'élection garantit que toutes les grandes régions géographiques du monde sont représentées au Conseil.

ARTICLE 20

Le texte actuel de l'article 20 (article 19 en vertu des amendements de 1977) est remplacé par le suivant:

- a) Le Conseil nomme son président et adopte son règlement intérieur, sauf dispositions contraires de la présente Convention.
- b) Vingt et un membres du Conseil constituent le quorum.
- c) Le Conseil se réunit, après préavis d'un mois, sur convocation de son président ou à la demande d'au moins quatre de ses membres, aussi souvent qu'il peut être nécessaire à la bonne exécution de sa mission. Il se réunit à tout endroit qu'il juge approprié.

ARTICLE 51

The existing text of Article 51 (renumbered as Article 66 under the 1977 amendments) is replaced by the following:

Texts of proposed amendments to the Convention shall be communicated by the Secretary-General to Members at least six months in advance of their consideration by the Assembly. Amendments shall be adopted by a two-thirds majority vote of the Assembly. Twelve months after its acceptance by two thirds of the Members of the Organization, other than Associate Members, each amendment shall come into force for all Members. If within the first 60 days of this period of twelve months a Member gives notification of withdrawal from the Organization on account of an amendment the withdrawal shall, notwithstanding the provisions of Article 58 of the Convention, take effect on the date on which such amendment comes into force.

ARTICLE 51

Le texte actuel de l'article 51 (article 66 en vertu des amendements de 1977) est remplacé par le suivant:

Les textes des projets d'amendements à la Convention sont communiqués aux membres par le Secrétaire général six mois au moins avant qu'ils ne soient soumis à l'examen de l'Assemblée. Les amendements sont adoptés par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des voix. Douze mois après son approbation par les deux tiers des Membres de l'Organisation, non compris les Membres associés, chaque amendement entre en vigueur pour tous les Membres. Si, dans un délai de 60 jours à compter du début de cette période de douze mois, un Membre donne notification de son retrait de l'Organisation en raison d'un amendement, le retrait prend effet, nonobstant les dispositions de l'article 58, à la date à laquelle l'amendement entre en vigueur.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20092754 2

© Minister of Supply and Services Canada 1989

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1984/42
ISBN 0-660-55127-6

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1989

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1984/42
ISBN 0-660-55127-6



